JUGEMENT N° 88 du 30
Avril 2024

REPUBLIQUE DU NIGER
COUR D'APPEL DE NIAMEY

TRIBUNAL DE COMMERCE DE NIAMEY

ACTION EN PAIEMENT

AFFAIRE

AGENCE DE VOYAGE BABAL
HOUDA

(Cabinet d'Avocats
DJERMAKOYE)

Contre

AGENCE DE VOYAGE HADJ
ET OUMRA AL HARAMAINE

DECISION:

Statuant **publiquement,**
contradictoirement à l'égard
de l'agence de voyage Babal
Houda et par défaut à l'égard
de l'agence ALHARAMAINE,
en matière commerciale, en
premier et dernier ressort :

- Reçoit l'agence de voyage Babal Houda en son action régulière en la forme ;
- Au fond, la déboute de ses demandes comme étant mal fondées ;
- La condamne, aux dépens.

Le Tribunal de Commerce de Niamey, statuant en matière commerciale en son audience publique du **Trente avril 2024**, tenue au palais dudit Tribunal par Madame **MANI TORO Fati**, Présidente, en présence de Messieurs **Oumarou Garba et Antoine Bernard Gerard Delanne**, tous deux Juges consulaires avec voix délibératives, avec l'assistance de **Maitre Mazida Sidi**, greffière, a rendu le jugement dont la teneur suit :

ENTRE :

AGENCE DE VOYAGE BABAL HOUDA, Agence de pèlerinage et Oumra, ayant son siège social à Niamey au quartier francophonie, immatriculé au RCCCM NI-NIA 2014 B-736, NIF 28423/S agissant par l'organe de son promoteur Ali Abdourahamane tel 90 19 45 64 assistée du cabinet d'avocats DJERMAKOYE 4 rue de la TAPOA Tel 20 72 59 43, BP 12 651 Niamey, l'étude duquel domicile est élu pour la présente et ses suites.

Demanderesse

D'une part,

ET

L'AGENCE DE VOYAGE ET DE OUMRA AL HARAMAINE, les deux lieux saints BP 10 235 Tel 00227 21 76 81 26 / 96 96 37 91 ayant son siège social à Niamey en la personne de son promoteur assignée à Mairie commune 2 Niamey ;

Défenderesse,

D'autre part.

LE TRIBUNAL

Par acte d'huissier en date du 29 Février 2024, l'agence de voyage Babal Houda assignait l'agence de voyage AL HARAMAINE devant le tribunal de céans à l'effet d'y venir l'agence de voyage AL HARAMAINE ; la condamner à lui rembourser la somme de 9 838 000 FCFA au principal et à lui payer la somme de 2 000 000 FCFA à titre de dommages et intérêts ; ordonner l'exécution provisoire et la condamner aux dépens ;

Elle expliquait que dans le cadre de l'acheminement des pèlerins en terre sainte, les agences de voyage se constituent en plusieurs groupes dont celui dit AL HARAMAINE dans lequel elle faisait partie lors du hadj 2022.

Ainsi, en tant que membre dudit groupe, elle effectuait plusieurs versements d'un montant de 39 350 000 FCFA dans le cadre du transport de ses pèlerins en terre sainte ; ledit transport n'ayant pas été effectué, l'agence AL HARAMAINE lui avait restitué la somme de 29 512 000 FCFA sur les 39 350 000 FCFA qu'elle lui avait versé ;

Elle ajoutait que la somme reliquataire de 9 838 000 FCFA n'a pas été payée par celle-ci malgré les multiples relances et tentatives de règlement amiable ; Une sommation de payer lui a été adressée le 18 mai 2023 pour le paiement du montant cause mais contre toute attente celle-ci déclarait avoir payé l'intégralité du montant.

Elle estime que les agissements de l'Agence AL HARAMAINE lui avaient causé d'énormes préjudices tant au plan moral qu'économique ; elle a non seulement perdu sa bonne réputation mais aussi qu'elle avait dû rembourser un montant non remboursé ayant surement généré des bénéfices auprès de celle-ci ;

Le dossier de la procédure a été enrôlé à l'audience de conciliation du 13/03/2024 avant d'en constater l'échec et renvoyer le dossier à celle contentieuse du 26 Mars 2024. A cette audience, l'affaire a été plaidée et mise en délibéré pour au 30/04/2024 où elle a été vidée.

Discussion

En la forme

Sur le caractère de décision

L'assignation a été servie à l'agence AL HARAMAINE à la mairie commune 2 ; elle n'était ni présente ni représentée à la présente instance ; il sera statué à son égard par défaut ;

L'agence Babal Houda a été représentée par son conseil à l'audience ; il sera statué par jugement contradictoire à son égard ;

Sur la recevabilité de l'action

L'action a été introduite suivant les formes et délais légaux ; il convient de la déclarer recevable ;

Au fond

Aux termes de l'article 24 du code de procédure civile, **il incombe à chaque partie de prouver, conformément à la loi, les faits nécessaires au succès de sa prétention ;**

L'agence de voyage Babal Houda sollicite du Tribunal de condamner l'agence de Voyage AL HARAMAINE à lui payer la somme de 9 838 000 FCFA à titre principal en remboursement du reliquat de sa créance ;

Il ressort des pièces du dossier que l'agence Babal Houda a effectué des versements de l'ordre de 39 350 000 FCFA à la société AL HARAMAINE ;

Par sommation de payer en date du 18 Mai 2023 pour le paiement du montant reliquataire, l'agence AL HARAMAINE déclarait avoir payé l'intégralité du montant en cause suivant chèque à Mr Hassan Ali Abdourahamane .

Aux termes de l'article 1315 du Code civil : « **celui qui réclame l'exécution d'une obligation doit la prouver. Réciproquement, celui qui se prétend libérer doit justifier le paiement ou le fait qui a produit l'extinction de son obligation** » ;

La société Babal Houda, demanderesse à la présente instance, prétend avoir un reliquat et en demande le paiement ; cependant elle ne prouve ni les versements effectués par

l'agence défenderesse pour le remboursement dudit montant encore moins le reliquat demandé ;

Il s'ensuit, au regard de ce qui précède, que cette demande de l'agence Babal Houda n'est pas fondée ; il convient de la débouter de toutes ses demandes ;

Sur les dépens

L'agence de voyage Babal Houda a succombé, elle sera, par conséquent, condamné aux dépens.

PAR CES MOTIFS :

Statuant publiquement, contradictoirement à l'égard de l'agence de voyage Babal Houda et par défaut à l'égard de l'agence ALHARAMAINE, en matière commerciale, en premier et dernier ressort :

- Reçoit l'agence de voyage Babal Houda en son action régulière en la forme ;
- Au fond, la déboute de ses demandes comme étant mal fondées ;
- La condamne, aux dépens.

Avis du droit d'opposition et/ou de pourvoi :

- huit (08) jours à compter de la signification au greffe du tribunal de commerce de céans (opposition);
- un (01) mois devant la Cour d'Etat à compter du jour de la signification de la décision (pourvoi) par requête écrite et signée au greffe du tribunal de céans.

Ont signé les jour, mois et an que dessus.

La présidente

La greffière